

## DÉLIBÉRATION n° **2025-046** de la séance du **13/11/2025**

### OBJET: **Remise gracieuse de dettes suite à un trop-perçu de rémunération**

L'an deux mille vingt-cinq, le jeudi treize novembre à dix heures, le Conseil d'administration du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de Loire-Atlantique s'est réuni à Pont-Château, sous la présidence de M. Philip SQUELARD, Président.

Nombre de membres en exercice de l'Assemblée : 34. Le quorum est de 17.

Nombre de présents : 16    Nombre de voix : 26

#### **ÉTAIENT PRÉSENTS :**

**Mmes et MM.** Philip SQUELARD, Nicolas CRIAUD, Jean-Michel BUF, Karine PAVIZA, Emmanuel TERRIEN, Marie-Irène BRIAND-BOUIN, Anne-Marie CORDIER, Philippe JOUNY, Frédéric MILLET, Jean-Louis MOGAN, Jean-Pierre POSSOZ, Jacques PRAUD, Yvon LERAT, Bernard LEBEAU, Rodolphe AMAILLAND, Carole FEUNTEN-GRELAUD.

#### **ÉTAIENT EXCUSÉS ET ONT DONNÉ POUVOIR :**

M. Emmanuel RIVERY a donné pouvoir à M. Jean-Michel BUF,  
Mme Lydie MAHÉ a donné pouvoir à M. Bernard LEBEAU,  
M. Philippe BABONNEAU a donné pouvoir à M. Jacques PRAUD,  
M. Claude CAUDAL a donné pouvoir à Mme Anne-Marie CORDIER,  
Mme Claire HUGUES a donné pouvoir à M. Rodolphe AMAILLAND,  
Mme Christelle BRAUD a donné pouvoir à M. Emmanuel TERRIEN,  
M. Driss SAÏD a donné pouvoir à Mme Carole FEUNTEN-GRELAUD,  
M. Pascal PRAS a donné pouvoir à M. Philip SQUELARD,  
Mme Pascale BRIAND a donné pouvoir à Mme Karine PAVIZA,  
Mme Aïcha BASSAL a donné pouvoir à M. Yvon LERAT.

#### **ÉTAIENT EXCUSÉS :**

**Mmes et MM.** Xavier BONNET, Edith MARGUIN, Sylvain SCHERER, Alain VEY, Agnès DUHEM-BOURGEOIS, Christophe JOUIN, Barbara NOURRY, Laurent DEJOIE.

#### **ASSISTAIENT ÉGALEMENT À LA RÉUNION :**

##### **Pour la Direction des finances publiques :**

Mme Stéphanie JAFFRENNOU, comptable assignataire,  
M. Jérémy TESSIER, conseiller aux décideurs locaux.

##### **Pour le Centre de gestion :**

Mme Hélène GUILLET, directrice générale des services,  
M. Yannick BONNET, directeur délégué Attractivité de l'emploi et transition des organisations,  
Mme Sonia BOUCETTA, directrice déléguée, Qualité de vie et conditions de travail,  
Mme Juliette BOYÉ, directrice déléguée Prospective et performance,  
Mme Isabelle CONTREMOULIN, directrice déléguée, Développement territorial et relations aux publics,  
Mme Florence HERBERT, directrice déléguée Expertise et pilotage RH,  
M. Laurent TURQUOIS, directeur délégué Innovations sociales,  
Mme Ghislaine LAUNAY, cheffe de service Secrétariat général.

À l'unanimité, M. Bernard LEBEAU a été désigné secrétaire de séance.

# Remise gracieuse de dettes suite à un trop-perçu de rémunération

## EXPOSÉ

Suite à un contrôle interne de versement de la nouvelle bonification indiciaire (NBI) par la direction Innovations sociales, il a été constaté que cinq agents du Centre de gestion percevaient une bonification alors que leurs fonctions actuelles ne le justifiaient pas.

Il a été mis fin à ces versements indus à compter de la paie du mois de juillet 2025.

L'article 37-1 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations dispose que les créances résultant de paiements indus effectués par les personnes publiques en matière de rémunération de leurs agents peuvent être répétées dans un délai de deux années à compter du premier jour du mois suivant celui de la date de mise en paiement du versement erroné, y compris lorsque ces créances ont pour origine une décision créatrice de droits irrégulière devenue définitive.

Les cinq agents concernés ont présenté par courrier une demande de remise gracieuse au Président du Centre de gestion ainsi que les y invite le décret du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique qui autorise, par délibération, les remises gracieuses sur demande de l'agent.

Les agents concernés n'étant pas à l'origine de l'erreur de versement, il est proposé d'accéder à leurs demandes de remise gracieuse pour un montant total de 10 743,33 € bruts.

## DÉLIBÉRÉ

VU l'article 37-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment son article 193 ;

VU les demandes écrites de chacun des agents concernés ;

Le Conseil d'administration du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de Loire-Atlantique, après en avoir délibéré à l'unanimité, soit 24 voix pour :

- **Décide** d'accorder une remise gracieuse totale de l'indu aux cinq agents concernés :

- [REDACTED] pour un montant brut de 2461,40 €,
- [REDACTED] pour un montant brut de 590,04 €,
- [REDACTED] pour un montant brut de 2953.69 €,
- [REDACTED] pour un montant brut de 1784,52 €,
- [REDACTED] pour un montant brut de 2953,68 €.

- **Autorise** le Président ou son représentant à prendre toute décision nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

La présente décision est anonymisée pour publication.

Pour extrait conforme,  
Le Président,



Philip SQUELARD